

# L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT, ENTRE SUBVERSION ET NORMALITÉ !

HAKIM BEN HAMMOUDA \*

*Dès sa fondation, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'économie du développement, susceptible de rendre compte de la pluralité des trajectoires historiques des différents pays, a montré que le sous-développement était le résultat de la domination politique, économique et coloniale. Elle a d'emblée été perçue comme subversive par rapport au discours dominant de la science économique. A partir des années 80, profitant des échecs et difficultés du tiers monde et de sa marginalisation sur la scène mondiale, cette science économique dominante prendra sa revanche en normalisant le savoir sur le développement, ouvrira la porte au « consensus de Washington » comme seule norme acceptable et mettra partout en place des « Chicagos Boys ».*

*La logique marchande des réformes se substituera à la planification du développement et à l'interventionnisme de l'État et préconisera les Politiques d'Ajustement Structurel.*

*Aujourd'hui ces politiques ont trouvé leurs limites et il est devenu possible et souhaitable de renouer avec une économie du développement qui retrouve son impertinence originelle.*

**L'**économie du développement, apparue à la fin de la Seconde Guerre mondiale, va se donner pour objet d'étude les sociétés « retardataires » qui venaient d'accéder aux indépendances. Pour les pionniers du développement, ces sociétés présentent des caractéristiques singulières qui justifient l'avènement et la construction d'un nouveau champ de savoir <sup>1</sup>. Ainsi, d'entrée de jeu, cette nouvelle discipline s'insurge

---

\* DIRECTEUR DE LA DIVISION DU COMMERCE ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (ADDIS-ABABA).

<sup>1</sup> Voir les témoignages d'une dizaine de pionniers dans G. Meir et D. Seers (sous la direction), *Les pionniers du développement*, Economica, Paris, 1988.

contre la tendance déjà bien tenace, dans le champ économique, de construire un cadre unique capable de rendre compte de la pluralité des trajectoires historiques des différents pays. Cette discipline nouvelle cherche à remettre en cause le processus avancé de désenchantement du champ économique et à construire, face aux démarches normatives de la science économique, une approche méthodologique explicative. Le référent suprême de la science économique, la notion d'équilibre, n'a pas droit de cité dans la nouvelle discipline. Une démarche épistémologique en rupture avec celle déductive que chercheront à imposer les économistes en quête de pureté. L'économie de développement a poursuivi l'objectif de rompre avec le mono-économisme des prophètes des temps modernes en construisant une discipline à l'écoute de la complexité et de l'interférence des phénomènes de la société. Dès l'origine cette nouvelle discipline renferme une charge subversive par rapport au cours des choses dans la science économique. Aucune forme abstraite de fonctionnement des économies n'est venue s'imposer dans l'étude des économies sous-développées et à laquelle il faut tendre et converger. En même temps, le savoir sur le développement va se libérer de la quête de « pureté » qui a dominé depuis plus d'un demi-siècle la réflexion économique pour s'intéresser à l'immixtion des phénomènes politiques, économiques, sociologiques et culturels dans l'analyse de la marge du monde. Le savoir sur le développement constitue la première révolution contre la quête de scientificité des économistes et « l'impur », définie comme interpénétration des trajectoires plurielles des sociétés et le refus d'un absolu normatif érigé en référent général au fonctionnement des sociétés, deviennent une alternative au désenchantement de la science économique ! Face à la raison instrumentale érigée en dogme et en prophétie, le savoir sur le développement oppose une écoute immanente et attentive des trajectoires historiques plurielles des expériences humaines.

### **Subversion dans le développement, les raisons d'un choix**

La démarche des économistes du développement parviendra quelque peu à réenchanter la recherche économique et à donner des signes d'une possible sortie de cette quête impossible de « pureté » dans laquelle se sont enfermés les économistes standard. Une posture intellectuelle qui se justifie par la difficulté de construire un savoir économique totalement autonome des autres disciplines dans les sociétés du tiers monde. Des sociétés où les différentes sphères sociale, économique et politique, sont tellement

interpénétrées qu'il est difficile d'envisager une disjonction dans leur analyse. Mais cette démarche trouve aussi son explication dans le contexte politique de l'époque et l'effervescence qui le caractérise. Une démarche qui explique certainement l'engouement que cette nouvelle discipline a connu dans les années 50 et 60. On ne compte plus les formations universitaires et les centres de recherche qui se sont multipliés particulièrement dans les pays développés et qui étaient voués à la réflexion sur la « périphérie » du monde ! Un champ de savoir où les acteurs ne se limitent pas aux seuls originaires de ces pays, mais qui regroupe également des ressortissants des pays développés qui ont trouvé dans cette nouvelle discipline un moyen de fuir le désenchantement régnant en maître dans la science économique. Face à une science économique embourbée dans une quête sans fin de scientificité, le savoir sur le développement offre une nouvelle voie de sublimation en s'ouvrant à la multiplicité des déterminations sociales. Devant le sujet unidimensionnel et sans qualité d'une science économique désenchantée, le savoir sur le développement présente un Moi complexe, avec une épaisseur sociale profonde ! Une posture que le savoir sur le développement défendra contre vents et marées jusqu'au début des années 80<sup>2</sup>.

La singularité du savoir sur le développement et sa charge subversive par rapport à sa science mère s'observent dans l'analyse des causes du sous-développement. Les pionniers ont cherché à démontrer que ce processus n'est pas un phénomène naturel qui dérive du décalage par rapport à un pseudo-référent général de fonctionnement des économies, mais qu'il s'agit bien d'un processus qui a une historicité propre<sup>3</sup>. Le sous-développement est le résultat de la domination politique, économique et sociale coloniale. Une

<sup>2</sup> Voir pour une présentation de l'évolution des théories du développement : H. Ben Hammouda, *L'économie politique du post-ajustement*, Karthala, Paris, 1999 ; Ph. Hugon, *Economie du développement*, Dalloz, Paris, 1989 ; D. Hunt, *Economic theories of development : an analysis of competing paradigms*, Harvester Wheatsheaf, Londres, 1989 ; Ch. P. Oman et G. Wignaraja, *L'évolution de la pensée sur le développement depuis 1945*, Centre de développement, OCDE, Paris, 1991.

<sup>3</sup> L'article de F. Perroux, « Trois outils pour l'étude du sous-développement », *Cahiers de l'ISEA*, Série F, n°1, juillet 1952, a joué un rôle majeur dans l'émergence de cette nouvelle grille dans l'analyse des phénomènes du sous-développement. Voir, pour une présentation des débats sur l'origine du sous-développement, l'article de G. de Bernis, « Le sous-développement : analyses ou représentations », *Revue Tiers-Monde*, n° 57, 1973.

domination qui a bloqué le développement des colonies et, en dépit des slogans d'extension et d'universalisation des modèles de modernité politiques, a entravé le processus de transition des sociétés traditionnelles vers des formes d'organisation politique modernes. Cette domination a également rompu l'équilibre économique des pays dominés et a réorienté leurs dynamiques d'accumulation vers la satisfaction des besoins de la métropole. Les cultures vivrières ont été marginalisées au profit des cultures de rente, les marchés des colonies ont été ouverts aux surplus des industries de la métropole et les ressources naturelles et minières ont été exploitées et exportées pour répondre aux besoins des industries des pays développés. Un processus historique qui a eu pour conséquence le blocage des systèmes politiques et la désarticulation des structures économiques. Ainsi, le sous-développement n'est pas un retard naturel dû au fait que les « sauvages » sont hermétiques à la modernité et à la raison, mais il est le produit des rapports de force et de domination exercées par les défenseurs de l'universel !

Une situation et une domination qui ne se sont pas d'ailleurs arrêtées à la fin de la période coloniale mais qui se sont poursuivies bien au-delà. Les anciennes puissances coloniales ne cherchent-elles pas à continuer leur domination politique en favorisant l'émergence de pouvoirs politiques qui leur soient favorables ? Par ailleurs, l'échange international n'est-il pas, contrairement aux thèses des théories de l'avantage comparatif, défavorable aux pays sous-développés <sup>4</sup> ? Des analyses et des réflexions qui vont rapidement aboutir à un consensus sur les points de passage obligés pour le développement <sup>5</sup>. Un consensus qui considérerait que les facteurs externes étaient hostiles au développement et qu'il fallait les convertir en facteurs positifs par la coopération internationale. Un consensus qui considérerait également que l'État était un agent important de développement. Un consensus, enfin, qui faisait de l'industrialisation le cœur de la modernisation des économies. Des points de passage, on le voit, à l'opposé des perceptions d'une science économique normative et préoccupée par son désir de scientificité.

---

<sup>4</sup> Voir notamment A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Éditions Maspéro, Paris, 1969.

<sup>5</sup> Voir sur ce consensus H. W. Singer, « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Revue Tiers-Monde*, n°139, juillet-septembre, 1994.

La charge subversive du savoir sur le développement par rapport à la science économique s'observe également au niveau du contenu des transformations à opérer dans la périphérie pour lui permettre de s'inscrire dans le temps du monde. Ces transformations s'éloignent des prophéties suggérées par les économistes de se conformer à un absolu érigé en dogme et en référent de fonctionnement des sociétés. Au contraire, ce nouveau savoir inscrit la transformation des sociétés en quête de modernité dans l'interférence des changements politiques, économiques et institutionnels. Le paradigme dominant de la modernisation dans les années 50 et 60 ne peut limiter le développement à des mutations unidimensionnelles cantonnées à une sphère de l'activité sociale<sup>6</sup>. Les approches développementalistes ont conçu le développement comme un processus de modernisation économique, politique et sociale. Ce processus passe par la rupture des allégeances traditionnelles et la mise en place de nouvelles institutions permettant une plus grande rationalisation de l'autorité et des mécanismes de régulation politique et sociale<sup>7</sup>. La modernisation était définie comme le processus d'importation au sein des sociétés traditionnelles d'institutions sociales issues de la société industrielle. Une modernisation qui ne se limite pas au déclasserement des structures politiques traditionnelles au profit de nouvelles institutions modernes et présentant un niveau de rationalité plus élevé. Cette modernisation touche également la sphère économique où les stratégies nationalistes d'industrialisation se sont fixé comme objectif de rompre le cercle vicieux de la dépendance économique et de diversifier les structures économiques de rente issues de la domination coloniale. La modernisation économique a pris les contours de stratégies d'import-substitution dont l'objectif est de produire localement les biens de consommation finale importés jadis de la métropole coloniale. La modernisation touchait aussi la sphère sociale en essayant de favoriser l'émergence d'un nouveau bloc social, appui indispensable au projet de construction nationale. Une nationalisation des

---

<sup>6</sup> Voir sur ce paradigme B. Badie, *Le développement politique*, Economica, Paris, 1988.

<sup>7</sup> Les années 60 ont connu une multiplication des travaux de l'école de modernisation, voir par exemple : D. Apter, *The politics of modernization*, Chicago University Press, Chicago, 1965 ; S. Eisenstadt, *Modernization : protest and change*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1966 ; S. Huntington, *Political order in changing societies*, Yale University Press, New Haven, 1968.

structures de l'administration par la promotion des cadres locaux, l'accroissement de l'intervention de l'État en matière de répartition des revenus et le développement des systèmes d'éducation et de santé ont favorisé le déclassement des élites traditionnelles et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne urbaine qui sera le moteur du projet de modernisation de l'État-nation.

Le projet nationaliste a permis au Sud d'amorcer une phase de modernisation dynamique. Des sociétés écrasées sous le poids de la domination coloniale lèvent enfin la tête et commencent à se frayer leur place au soleil. Des expériences qui démontrent que la barbarie n'est pas le sort des sociétés non européennes comme l'ont prétendu pendant longtemps les anciennes puissances coloniales. La marge du monde était capable de prendre son destin en main et de s'inscrire dans le temps du monde. Un espoir de liberté, d'humanité et de civilité prenait les couleurs des populations africaines, arabes, asiatiques ou latino-américaines. Un espoir d'autant plus important que la chape de plomb de la guerre froide et l'équilibre de la terreur entre les deux camps commençaient à s'étendre sur la planète. Le Sud pouvait ainsi reprendre le message d'humanisme et de liberté de la modernité trahie par la domination de la rationalité instrumentale et de l'hégémonie de la rentabilité marchande et d'une technique livrée à elle-même dans le Nord. Le projet nationaliste du tiers monde ne s'est pas limité à la modernisation des États-nations nouvellement indépendants, mais s'est investi d'une mission nouvelle qui est de peser sur les relations internationales pour éloigner le spectre de la guerre et de l'anéantissement de l'humanité. Réuni à Bandoung en 1955 pour une conférence afro-asiatique, les pays du Sud vont former le groupe des Non-Alignés. Ce regroupement politique cherchera à échapper à la polarisation du monde en deux camps qui ne cessent d'aiguiser leurs armes pour l'affrontement final. Un regroupement qui voulait, par sa neutralité, peser sur les deux camps et les amener à renouer avec le projet de libération de l'individu et de son épanouissement qu'ils ont longtemps incarné. Le retour au projet originel de la modernité passe par l'extension des valeurs de la démocratie et de la liberté à l'échelle internationale en favorisant l'émergence d'un Nouvel Ordre International plus ouvert et surtout plus attentif au désir de futur de la marge. Une nouvelle espérance était en train de naître au Sud au moment où le Nord aveuglé par la soif de pouvoir et de domination se fixait la guerre et la course effrénée à l'armement comme horizon !

La nouvelle espérance au Sud trouve ses origines dans cette volonté de réenchâter le monde. Une nouvelle aspiration est portée par des peuples enfin libérés du joug colonial et qui

voulaient construire de nouvelles expériences historiques. Une effervescence politique et intellectuelle qui cherchait à donner sens à l'avenir et se donner les moyens de construire un monde solidaire et riche de ses différences. Au niveau de la réflexion économique et au moment où la science économique s'enfermait dans son projet schizophrène de respectabilité et de scientificité, le savoir sur le développement ne cesse de réclamer un réenchantement conçu comme une ouverture sur les différentes disciplines de la pensée sociale afin de mieux comprendre la complexité du réel et de construire son intelligibilité. Cette volonté de réenchantement s'est exprimée avec force dans les théories de la modernisation. Mais une démarche qui s'est également illustrée dans la critique de ces théories. Les théories de la dépendance vont chercher à montrer les limites du projet nationaliste de modernisation conduit dans les pays du Sud<sup>8</sup>. Dans un climat d'agitation politique radicale et de montée des mouvements de guérilla en Amérique latine et influencé par la victoire récente de la révolution cubaine, un grand nombre d'intellectuels du tiers monde vont rejeter les expériences de modernisation et remettre en cause l'idée de rattrapage qui les sous-tendent. Ces analyses théoriques seront renforcées un temps par l'essoufflement des expériences de modernisation et la montée de l'hégémonie et la domination politique américaine. La modernité et l'accès à l'universel, pour ces théoriciens, ne passent pas par l'imitation du modèle occidental, mais exigent une rupture radicale avec l'ordre du monde. Des théories et des analyses qui seront popularisées par la thèse du développement du sous-développement défendue par A. G. Frank<sup>9</sup>. Une thèse qui ne se limite pas à la sphère économique pour expliquer le blocage de l'accumulation dans les pays du tiers monde. Au contraire, A. G. Frank et les théoriciens de la dépendance font l'hypothèse que la crise dans le Sud est le résultat de configurations particulières où les intérêts des classes dirigeantes et leur interpénétration avec celles du capitalisme international sont au cœur du blocage des dynamiques de croissance et de l'accumulation dans les pays du Sud. Ces théories exerceront une influence considérable sur toute une génération d'intellectuels nourrie du mythe du Che et de l'espoir d'un renversement rapide des ordres sociaux dominants, par la guérilla.

<sup>8</sup> Pour une présentation des théories de la dépendance, voir : M. Blomström et B. Hettne, *Development theory in transition*, Zed Books, Londres, 1984.

<sup>9</sup> Voir A. G. Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine : études historiques du Chili et du Brésil*, Maspéro, Paris, 1967.

Mais ces théories connaîtront rapidement leurs limites car, au moment où elles annonçaient la crise inévitable du capitalisme, ces économies vivaient les trente glorieuses, la plus importante phase de croissance de leur histoire moderne<sup>10</sup>. Par ailleurs, la « crise inévitable du capitalisme dépendant » tellement annoncée par les théories de la dépendance n'aura pas lieu. Au contraire, dès le début des années 70 on assistera à une reprise forte des dynamiques de croissance à la suite du relèvement des cours des matières premières exportées par les pays du Sud. Cette croissance sera particulièrement forte dans les pays du Sud-Est asiatique qui vont améliorer leur avantage compétitif et leur part de marché dans les échanges mondiaux et devenir des concurrents sérieux pour les pays développés. Des réussites qui seront à l'origine de la multiplication d'appellations pour caractériser les dynamiques en cours en Asie. « Miracle asiatique », « Nouveaux Pays Industriels », « Pays Émergents », autant de dénominations significatives du chemin parcouru par ces pays sur la voie de la modernisation économique.

Ainsi, le savoir sur le développement a su échapper au carcan dans lequel s'est enfermée la science économique tout au long du xx<sup>e</sup> siècle. Face au désenchantement et au désir de faire science des économistes, l'économie du développement a pu ouvrir un champ théorique nouveau où on pouvait réfléchir à l'interférence des différentes sphères de la vie sociale. Face à l'individu sans qualités brossé par la science économique, le savoir sur le développement a pu construire un Moi moderne au carrefour d'influences et de contingences multiples ! A la pseudo-neutralité de l'économiste, l'économie du développement a donné naissance à un chercheur engagé et impliqué dans la réflexion sur le monde. Au désenchantement de la science économique, l'économie du développement a cherché à donner sens au monde et à aider à la définition de nouvelles expériences historiques. A la résignation et à la gestion du rapport marchand, le savoir sur le développement a cherché à donner corps à une nouvelle espérance et à une nouvelle utopie. A la finitude de la modernité véhiculée par ces intellectuels spécifiques, pour reprendre le qualificatif de P. Bourdieu, que sont devenus les économistes, le savoir sur le développement veut ouvrir un nouvel espace d'expérimentation

---

<sup>10</sup> Voir pour une critique des théories de la dépendance : A. de Janvry, *The agrarian question and reformism in Latin America*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1981 ; D. Seers (eds), *Dependency theory. A critical reassessment*, Frances Pinter, Londres 1983, Second Edition.

pour explorer des horizons nouveaux à cette quête incessante de liberté et de réduction de la dépossession de soi. Le savoir sur le développement a constitué une rébellion et une hérésie par rapport à une science mère vieillie sous le poids de la volonté de puissance.

## **Essoufflement de la subversion, retour de l'orthodoxie**

Or, cette révolte va s'essouffler et la science économique prendra sa revanche sur cette fille dissidente. Une normalisation du savoir sur le développement s'opérera au détour des années 80 avec la crise du projet nationaliste. Les rêves de libération et d'accès au temps du monde tournent court dans les pays du Sud. La construction de structures politiques modernes n'a pas ouvert l'espace politique et au contraire a été à l'origine d'un renforcement de l'hégémonie des États sur les sociétés. Répression, procès politiques, domination de l'exécutif sur les autres formes de pouvoir, exclusion, monopole étatique sur les moyens d'expression sont devenus les formes d'exercice du politique dans les pays du Sud. Face à cette fermeture du jeu politique, la violence devient la forme privilégiée d'expression du politique avec son lot de victimes, de morts et de disparus. Triste sort pour ce projet nationaliste qui avait fait de la libération de l'individu et de son épanouissement le cœur de son action, et qui, face à la contestation grandissante, s'attaque même à l'intégrité physique de ses populations. La crise de ce projet ne se limite pas à la sphère politique mais se prolonge dans la sphère économique. Le début des années 80 correspond à un essoufflement des dynamiques de croissance initiées dans les années 60 et 70. Un essoufflement qui trouve son explication dans les changements du contexte international avec le passage d'une logique productive dans les années 70 à une logique financière qui fait du remboursement de la dette et de la lutte contre l'inflation ses principaux credo à partir du début des années 80. La hausse des taux d'intérêt et la hausse du dollar vont étrangler les dynamiques de croissance initiées dans les pays du Sud dans les années 70 et seront à l'origine de l'éclatement de la crise de la dette. Au même moment, la baisse de la demande internationale et la concurrence que vont se livrer les pays sous-développés sur les marchés internationaux entraîneront l'éclatement des accords internationaux et la chute des cours de matières premières. Mais, l'évolution du contexte international n'est pas le seul responsable de la crise de ces économies. A cela il faut rajouter les limites internes des stratégies de développement qui, parallèlement à la

mauvaise gestion et à la corruption, ont fini par rompre la dynamique de croissance forte que ces économies ont connu dans les années 70. Le blocage des dynamiques de croissance, et la crise des finances publiques ont eu pour effet immédiat l'essoufflement des mécanismes d'intégration sociale et de solidarité mis en place par les États. L'emploi public a rapidement dégringolé au moment où le secteur privé restait embryonnaire et, par conséquent, incapable de prendre en charge une demande additionnelle, en particulier le flot de diplômés que les universités ne cessaient de verser. Les politiques publiques ont progressivement diminué leur appui aux produits de première nécessité et aux services de base, et plus globalement, le rôle qu'elles jouaient en matière de correction dans la répartition des revenus. Ces évolutions seront à l'origine de la montée du chômage, de l'exclusion et des inégalités sociales dans les pays du Sud. Un Sud qui prend progressivement les contours de la répression politique, de la dette et de la misère économique, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le rêve et l'espoir qu'il incarnait pendant plusieurs années s'estompent brusquement laissant derrière eux dénuement, besoin et pauvreté. La crise ne se limite pas aux expériences de modernisation mais touche la place de ces pays dans l'ordre international. Les pays non-alignés qui ont pu jouer un rôle dynamique dans le maintien de la paix et l'éloignement du spectre de la guerre froide sont désormais marginalisés dans les relations internationales. Les sommets des chefs d'États sont peu suivis et les revendications d'un Nouvel Ordre Économique International sont désormais aux oubliettes !

Un changement de cap qui a été jusqu'à influencer l'univers intellectuel dans le monde développé. L'intelligentsia occidentale a exprimé depuis les années 50 sa solidarité et a donné à l'universalisme les contours d'un appui constant aux luttes des pays du tiers monde. Les combats des porteurs de valise pour le FLN en France durant la guerre de libération, l'appui des intellectuels européens aux luttes en Afrique et aux guérillas d'Amérique latine ou le refus des étudiants américains de servir au Vietnam sont autant de manifestations de cet engagement international pour les causes du Sud. Une solidarité et un appui international qui remettent, finalement, en cause la vision hégémonique et dominatrice de la modernité et qui par leur écoute des espoirs et des rêves des populations du Sud contribuent à l'ouverture de la modernité à sa marge et à l'échec de l'universalisme eurocentrique conquérant et autoritaire. Or, la crise des années 80 va marquer un tournant dans les milieux intellectuels occidentaux. Le Sud

n'est plus vu que sous la forme de l'autoritarisme politique et la corruption de ses dirigeants ! Et la solidarité politique avec le Sud se transforme progressivement en compassion que les humanitaires se chargeront de prendre en charge. Les sanglots de l'homme blanc versés dans les années 70 pour se disculper de décennies de colonialisme sont de plus en plus critiqués par une nouvelle intelligentsia convaincue de la suprématie de la modernité occidentale et de l'impérieuse nécessité d'étendre la rationalité instrumentale à ces peuples « barbares ». Le rêve d'enrichir la modernité en l'ouvrant sur l'espérance des populations du Sud est traité d'angélisme dangereux par les nouveaux intellectuels et autres philosophes honteux de leurs engagements passés, est à jamais refermée. Le monde n'a qu'un projet valable en tout lieu et en tout temps, celui de la modernité et de l'universalisme occidental réduits à l'image de la rationalité instrumentale et de la logique marchande.

C'est dans ce contexte de reflux idéologique que la charge subversive du savoir sur le développement sera remise en cause dans les années 80. La quête de scientificité et de respectabilité finira par avoir raison de l'impertinence de ce savoir et la science économique aura sa revanche en parvenant à normaliser le champ de l'économie du développement. Une normalisation qui s'opérera avec l'avènement des institutions de Bretton Woods et l'établissement du consensus de Washington comme norme du pensable et de l'impensable dans le champ du savoir sur le développement. Dès 1982 et à la première alerte sur la question de la dette avec la première crise mexicaine dans une suite qui ne finira pas de secouer l'économie mondiale, la communauté des créditeurs internationaux charge la Banque mondiale et le Fonds monétaire international de gérer cette crise et surtout d'éviter qu'elle débouche sur une faillite des grandes banques internationales fortement impliquées dans la dette du tiers monde. Ces institutions sont ainsi relancées et trouvent un rôle nouveau dans l'économie internationale. Car depuis la fin de la construction de l'Europe dévastée par la Seconde Guerre mondiale, la Banque mondiale créée spécialement pour cette tâche avait atteint ses objectifs. Mais, dans le monde des institutions internationales, il est plus facile de créer des institutions que de déclarer qu'elles ont atteint leurs objectifs et qu'il faille par conséquent y mettre fin. La Banque mondiale parviendra rapidement à trouver de nouvelles fonctions en s'investissant dans le tiers monde et en cherchant à accompagner le processus de modernisation en cours dans les années 60 et 70. Ce rôle sera activé avec l'arrivée à sa tête d'un général américain à la retraite, Mac Namara. Ce général a combattu

les troupes nationalistes au Vietnam et est parvenu à une conclusion simple mais fondamentale, à savoir que la pauvreté et le désespoir dans le Sud sont à l'origine de l'avancée du communisme, et d'une manière générale, des forces qui contestent l'état des choses. Il fallait par conséquent couper court à l'utopie du changement et des lendemains qui chantent en appuyant la modernisation des structures économiques dans les pays du Sud et en leur permettant d'accéder au temps du monde en préservant l'ordre et l'état des choses. Un pari difficile à tenir et que les pays du Sud ont fortement contesté en affirmant que la modernisation nationale exige une refonte de l'ordre international. Mais, à coups de milliards et de crédits, la Banque mondiale parviendra à retrouver une nouvelle place au soleil et à justifier sa présence. Cependant, cette place restera fragile et longtemps contestée à cause de l'abondance de liquidités internationales du fait du déficit commercial américain et des excédents pétroliers que les grandes banques commerciales vont se charger de transformer en prêts auprès des pays du Sud. Une concurrence sourde va opposer ces banques pour placer leurs liquidités, une compétition qui finira par reléguer la Banque mondiale au second plan.

Or, si la Banque mondiale a réussi à retrouver l'ébauche d'un nouveau rôle, la situation du Fonds est encore plus délicate. Créé quelques mois avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) s'est donné pour objet d'assurer la stabilité des taux de change dans le nouveau système monétaire international sous hégémonie du dollar et de la puissance politique et économique américaine. Un système qui tiendra son rôle jusqu'au début des années 70 et la décision des autorités américaines d'abandonner la convertibilité du dollar. Une évolution qui remettra en cause le sacro-saint principe de stabilité des taux de change et qui fera du marché et de la confrontation de l'offre et de la demande le seul moyen de déterminer la valeur des monnaies nationales. Du coup le FMI se retrouve sans objet.

La crise de la dette constituera une aubaine pour ces deux institutions dans la mesure où elles seront chargées de la gestion de ces faillites, et d'empêcher que les banques commerciales en subissent les conséquences. Un nouvel ordre international se met en place à partir du début des années 80. Mais toute organisation nouvelle exige sa propre construction théorique nouvelle. Ce sera chose faite avec l'avènement du consensus de Washington qui prônera une rupture profonde avec le keynésianisme de l'après-guerre et remettra en cause le rôle régulateur des États ainsi que

le modèle social-démocrate de solidarité et d'entraide <sup>11</sup>. Les grandes thèses des pionniers des années 60 et 70 seront ainsi subitement remplacées par une nouvelle orthodoxie dominée par trois postulats majeurs <sup>12</sup>. Le premier stipule que la croissance des nations est liée à leur grande ouverture sur l'extérieur. Ce postulat remet en cause la conviction à la base des stratégies de développement des années 60 et 70 qui cherchaient dans le cadre des stratégies d'import-substitution à orienter les efforts d'investissement vers le marché interne et la satisfaction des besoins de base des populations. Le second postulat précise que la principale préoccupation dans les pays du Sud devrait être la relance de l'offre, et non la satisfaction de la demande. Une relance qui dépend étroitement de l'allocation des ressources que seul le marché est capable d'assurer de manière rationnelle et que toute intervention de l'État est créatrice de distorsions aux effets néfastes sur la croissance. Enfin, la rapidité de la croissance dépend, selon la nouvelle orthodoxie, des incitations accordées aux agents et de la nécessité de libérer leur génie créateur de toutes les contingences créées par un État omnipotent.

Faillite du projet nationaliste, envol du rêve et de l'utopie d'accès à la modernité par la modernisation et remise en cause des thèses fondatrices du savoir sur le développement sont les principales caractéristiques du nouveau contexte intellectuel et politique en gestation <sup>13</sup>. Les « Chicago Boys » chiliens vont s'ériger en nouveaux maîtres à penser du développement en Amérique latine, et ailleurs dans le tiers monde <sup>14</sup>. Le temps de la contestation

<sup>11</sup> Voir sur le consensus de Washington les travaux de celui qui était à l'origine de cette dénomination : J. Williamson, « What Washington consensus means by policy reform », in J. Williamson (ed.), *Latin American adjustment : how much has happened ?*, Inter-American Development Bank, Washington, 1990 ; J. Williamson, « The Washington consensus revisited », in L. Emmerji (ed.), *Economic and social development into the XXI century*, Inter-American Development Bank, Washington, 1997.

<sup>12</sup> G. Grellet, « Pourquoi les pays en voie développement ont-ils des rythmes de croissance différents ? Un survol de quelques orthodoxies contemporaines », *Revue Tiers-Monde*, n° 129, janvier-mars, 1992.

<sup>13</sup> Voir A. G. Frank, « Latin American development theories revisited : a participant review essay », *The Journal of Development Research*, vol. 3, n° 2, december, 1991.

<sup>14</sup> H. G. Romo, « De la pensée de la CEPAL au néolibéralisme, du néolibéralisme au néostructuralisme, une revue de la littérature sud-américaine », *Revue Tiers-Monde*, n° 140, octobre-décembre, 1994.

de l'ordre international est révolu. Désormais les pays du Sud doivent s'engager dans la gestion des effets de la crise de la dette. Résignés, les pionniers assistent impuissants à la montée en force d'un néolibéralisme qui réprovoe et renvoie aux oubliettes leurs cadres théoriques et rompt avec les pratiques développementalistes<sup>15</sup>. La logique marchande des réformes va se substituer à la planification du développement et à l'interventionnisme de l'État. Par ailleurs, les logiques d'insertion internationale selon les avantages comparatifs vont se substituer aux logiques antérieures de développement du marché interne et de cohérence des structures productives des pays du Sud.

Ces principes et ces thèses vont trouver leur concrétisation dans les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) appliqués et mis en place dans la plupart des pays du tiers monde. Ces programmes vont conditionner les rééchelonnements des dettes et le desserrement du goulot qui commence à étrangler ces pays. Ces programmes vont se fixer comme objectif la réduction des déséquilibres internes et externes. Les pays du Sud ne vivaient-ils pas au-dessus de leurs moyens, n'avaient cessé de proclamer sur tous les toits les nouveaux prophètes des temps modernes ? Il fallait par conséquent ramener ces pays à la raison et leur inculquer les préceptes de la gestion rationnelle des prébendes publiques. Fini le temps des rêves insensés, place dorénavant à la logique implacable du marché bienfaiteur, n'avaient cessé de stigmatiser les gardiens de la nouvelles orthodoxie ! Les PAS vont se charger de ramener les récalcitrants à la logique de la raison instrumentale, à l'ordre. Ces programmes vont se donner deux séries d'objectifs. La première concerne la stabilisation macro-économique qui se chargera à travers une gestion rigoureuse de la demande sociale de rétablir les grands équilibres macro-économiques. La seconde a trait à la réforme des structures afin de relancer l'offre de biens et de services. Une réforme qui passe par le désengagement de l'État et l'avènement du marché comme garant d'une allocation rationnelle des ressources rares dans les pays du Sud. Mais une réforme qui exige également une réorientation des ressources jusque-là utilisées pour la satisfaction des besoins du marché interne vers les exportations et le marché externe.

Mais ces réformes ne se limitent pas au domaine économique. Leurs effets se font sentir dans la sphère politique à travers le déclassement de l'élite nationaliste au profit d'une nouvelle élite

---

<sup>15</sup> Voir G. Meir et D. Seers (eds), *op. cit.*

mieux armée à gérer avec parcimonie et rigueur les grands enjeux du développement, avaient prétendu les nouveaux prophètes du développement. Car les anciennes élites détentrices du projet nationaliste se préoccupaient des grands desseins et des grandes utopies en oubliant les principes de la rationalité marchande. Il fallait par conséquent parer au plus vite et favoriser la prise de pouvoir par de nouvelles élites formées dans les grandes universités occidentales et imprégnées des principes de rationalité. Une nouvelle bureaucratie se met en place. Une bureaucratie qui rompt avec les envolées lyriques des élites nationalistes et qui devrait gérer de manière froide mais ô combien rationnelle les ressources rares des pays du Sud ! L'ancienne élite nationaliste avait échoué tant dans son mode de fonctionnement politique que dans sa gestion économique à faire accéder les pays du Sud au temps du monde. Un fonctionnement politique où le despotisme et la répression ont pris le pas sur le projet initial d'épanouissement de l'individu et de sa libre expression. Une gestion économique où la dilapidation des ressources et la corruption avaient remis en cause le projet de diversification et de modernisation des structures économiques, et avaient perpétué l'insertion rentière héritée de la domination coloniale. La nouvelle élite devait garantir, selon la nouvelle prophétie à la mode dans le champ du développement, un nouveau saut dans la modernité. Un saut qui prendrait les contours de la liberté politique et du fin du monopole de la sphère publique par l'État permettant ainsi un plus grand épanouissement du sujet, un plus grand équilibre des différentes formes de pouvoir, et surtout l'affirmation de la société comme contre-pouvoir dynamique aux tentations totalitaires d'un État omnipotent. Un saut qui signifierait l'introduction des principes de rationalité dans la gestion économique. Mort à la modernisation autoritaire, longue vie à la modernité respectueuse de la liberté du sujet et de la rationalité marchande !

Mais, plus que des changements de politique économique, l'avènement du consensus de Washington constitue une révolution épistémologique de taille dans le savoir sur le développement. Tout au long de sa récente histoire, ce champ a échappé à la logique qui domine la science économique. Une logique où, dans la recherche de scientificité et de respectabilité, les économistes avaient opté pour une démarche normative faisant de l'équilibre économique général la norme de fonctionnement des économies et l'objectif de toute politique économique de réduire le décalage entre l'image pure et la réalité. Le champ du savoir sur le développement a remis en cause, dès son apparition, cette conception en optant pour une démarche explicative. Une démarche qui a situé l'économie du

développement au carrefour des interférences d'autres connaissances comme la science politique, la sociologie, la philosophie, les études culturelles ou les relations internationales. Ce projet a représenté pour longtemps une alternative à la dérive scientiste de l'économie. Mais cette différence et la singularité de l'économie du développement seront remises en cause au tournant des années 70. Le consensus de Washington, en insistant sur le rôle du marché dans l'allocation rationnelle des ressources et le désengagement de l'État pour diminuer les gaspillages, le fait en se fondant sur l'extension du cadre épistémologique de la science classique au champ de l'économie du développement. Dorénavant, le concept d'équilibre économique général devient la norme de fonctionnement des économies sous-développées dans la réflexion théorique. Une norme qui doit guider aussi bien la réflexion que l'action en matière de politique économique. En matière de réflexion, le concept d'équilibre devait donner, selon les tenants de cette révolution, une rigueur et une scientificité auxquelles l'économie du développement était récalcitrante. Une attitude scientifique qui permettrait de mieux définir le champ et l'objet de l'économie du développement et surtout de la différencier des autres savoirs « impurs » et dont les interférences avec ce savoir ne produisaient que confusion, ambiguïté et imprécision. Adieu au rêve de réenchantement de l'économie du développement, et retour à la logique implacable de la rationalité de l'économie moderne ! Une révolution qui ne se limite pas au domaine de la réflexion théorique mais qui se retrouve également dans le domaine de l'action et des stratégies de développement. Ainsi, les préoccupations de transformation des structures économiques qui étaient au cœur du projet des pionniers sont abandonnées au profit de la gestion macro-économique. Point de rêve et d'utopie, le développement c'est avant tout une gestion rationnelle des grands équilibres macro-économiques ! Mais cette gestion macro-économique est désormais guidée par l'omnipotent concept d'équilibre qui doit conduire toute action humaine en matière de développement. L'allocation se fera en respectant la loi de l'offre et de la demande car seule cette loi est capable de nous rapprocher de l'équilibre. L'intervention de l'État doit être bannie car elle nous éloigne de l'équilibre. Les réglementations et procédures institutionnelles doivent être éliminées car elles empêchent le fonctionnement rationnel des lois du marché. En somme avec l'équilibre la nouvelle prophétie libérale dans le savoir sur le développement trouve son salut, et la science économique tient enfin sa revanche sur une discipline qui lui a longtemps résisté. La science économique réussit ainsi à rétablir l'unité du champ de la réflexion économique et le mono-économisme contre

lequel se sont révoltés les pères fondateurs de l'économie du développement devient la norme. L'axiomatisation et la rationalité scientifique deviennent les outils de la réflexion sur le développement, et le désenchantement envahit de nouveau ce havre qui a longtemps échappé à la logique froide et insensée de quête de « pureté ».

## Échec de l'orthodoxie, retour de l'utopie ?

Mais cette nouvelle prophétie va retrouver rapidement ses limites. Moins de deux décennies après leur mise en place, le bilan des PAS est plus que mitigé<sup>16</sup>. Certes, certains pays ont réussi à améliorer leurs déséquilibres externes et internes. Cependant, les dynamiques de croissance sont restées faibles et les réformes n'ont pas été en mesure d'initier de nouveaux modes de croissance pour faire face à l'essoufflement des stratégies d'import-substitution des années 70. Par ailleurs, la compétitivité des économies sous-développées reste faible et leur dépendance vis-à-vis des exportations traditionnelles devient plus marquée. Le bilan social des PAS est encore plus marquée. Le ralentissement de la création d'emplois associé à une croissance démographique forte a provoqué une explosion rapide du chômage et de la précarité sociale avec une forte avancée de la pauvreté et de l'exclusion. Une situation qui amènera rapidement les institutions internationales à accompagner les PAS d'une dimension sociale afin de réduire l'impact négatif des réformes et de faire face au désengagement de l'État dans le domaine social. Or, les différentes actions entreprises n'ont eu que des effets limités et la pauvreté n'a cessé d'augmenter.

La crise économique va avoir rapidement des conséquences politiques importantes avec la contestation de la légitimité des États modernes. La crise des années 80 a ouvert le champ politique, et le pluralisme politique est devenu la règle de fonctionnement de l'espace public dans la plupart des pays du Sud. Un changement majeur par rapport au modèle nationaliste basé sur l'omnipotence de l'État et son hégémonie dans le champ économique et politique. Le mouvement de réformes économiques s'est également accompagné d'une plus grande ouverture politique. Multipartisme, création de journaux indépendants et dynamiques, multiplication des institutions de la société civile, et affirmation de son rôle

<sup>16</sup> Plusieurs travaux ont essayé de faire le bilan des PAS dans le tiers monde. Voir à titre d'exemple : L. Taylor, *Varieties of stabilization experiences. Towards sensible macroeconomics in the Third World*, WIDER/Clarendon Press, Oxford, 1991.

comme contre-pouvoir aux tentations hégémoniques de l'État sont les principales manifestations d'un nouveau printemps qui commence à étendre son spectre sur les pays du Sud. Certains pays ont même expérimenté des expériences d'alternance politique. Mais ce printemps sera de courte durée car la crise économique profonde réduit massivement la marge d'action des pouvoirs publics et leur capacité de fonder de nouveaux compromis post-nationalistes. Le politique perd de sa capacité à inventer et à offrir des projets alternatifs de société pour se réduire au jeu politicien et aux guerres d'image que se livrent des tribuns sans aucune emprise sur les réalités. La désillusion et la déception deviennent rapidement la réaction des populations face à l'action collective et à sa capacité à changer leur quotidien. Du coup une modernité par le bas avec un individualisme forcené prend corps dans les sociétés du Sud et la débrouillardise, le crime et la corruption deviennent des valeurs courantes !

Cette crise va rapidement sonner les glas du consensus de Washington, et les appels se multiplient pour sortir de ce cadre restrictif de fonctionnement des économies et de réflexion sur les pratiques économiques <sup>17</sup>. Une nouvelle période s'ouvre à partir de la fin du siècle, caractérisée par une multiplication des recherches et des réflexions théoriques pour sortir du carcan restrictif du consensus de Washington et de l'ajustement structurel. Une période que nous avons qualifié de post-ajustement <sup>18</sup>. Cette réflexion ne se limite plus aujourd'hui aux stratégies du développement mais s'attaque aux questions fondamentales du savoir sur le développement. Une réflexion qui cherche à renouer avec les pères fondateurs de l'économie du développement. Un retour du point de vue épistémologique à une démarche explicative et la rupture avec le prophétisme des démarches normatives ! Mais surtout une ouverture sur les autres domaines du savoir social. *Un réenchantement est en cours dans le savoir sur le développement. Un réenchantement qui prend les formes d'une écoute poétique du*

---

<sup>17</sup> J. Stiglitz, à l'époque économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, a été un des premiers à appeler à une sortie de cadre restrictif du consensus de Washington. Voir : J. Stiglitz, *More instruments and broader goals : moving toward the post-Washington consensus*, WIDESR, Helsinki, 1998 ; Stiglitz, *Towards a new paradigm for development : strategies, policies and processes*, UNCTAD, Geneva, 1998.

<sup>18</sup> Voir H. Ben Hammouda (1999), *L'économie politique du post-ajustement*, Éditions Karthala, Paris 1999.

*tumulte et du bruit en provenance de sociétés en changement perpétuel afin d'être dans le temps du monde et de pouvoir contribuer à l'écriture d'un universel pluriel et ouvert à sa marge. Un réenchantement qui prend aussi les contours d'une démarche intellectuelle ouverte aux conflits et à leurs expressions politiques, aux dynamiques sociales et aux études sociologiques et aux formes d'expressions culturelles et identitaires. Le réenchantement du développement, un projet qui permettra de renouveler le savoir sur le développement et de retrouver son impertinence originelle qui en a fait une source de rêve et d'utopie face à un monde soumis à une rationalité réduite à la logique de l'efficacité des rapports marchands.*

